



Pouvoir Adjudicateur :

**Université de Bretagne Occidentale
Présidence - Service de la Commande Publique
3, rue Matthieu Gallou - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Télécopie : 02.98.01.60.01**

Marché n° 2025-124 ACB

ACCORD CADRE

CCTP

TRAVAUX DE DEMOLITIONS ET MACONNERIE

Université de Bretagne Occidentale (U.B.O.)

I - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES - GENERALITES

I-1 - Objet du dossier

Le présent dossier a pour objet de fixer les tarifs des prestations de travaux de démolitions et maçonnerie, réalisées lors d'opérations de rénovation ou d'extension sur les bâtiments de l'UNIVERSITE de BRETAGNE OCCIDENTALE.

Ces Bâtiments sont des ERP (Établissement Recevant du Public).

Le présent C.C.T.P n'a pas un caractère limitatif, le titulaire devra exécuter comme étant compris dans son prix sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires à réalisation de sa prestation, toutes les contraintes liées au parfait accomplissement des prestations décrites.

Les candidats joindront tous documents nécessaires à la compréhension et à l'évaluation de l'offre (moyens mis en œuvre, structures, modalités d'actions, références, etc...).

Imprécisions et omissions

Le titulaire devra prévoir l'ensemble des opérations indispensables à la réalisation de sa prestation, prévues ou non au dossier, conformément à la réglementation de la profession et ce sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration de prix pour raison d'omission étant entendu que le titulaire s'est rendu compte de l'importance et de la nature des tâches à effectuer et qu'il a suppléé, le cas échéant, par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans le présent document.

I-2 - Définition des ouvrages.

Le titulaire devra tous les travaux et fournitures figurant au présent descriptif pour la réalisation des prestations suivantes :

- Etablissement des plans & notes de calculs des éléments concernant le chantier
- Fourniture, pose & repli des équipements de sécurité nécessaire à l'exécution du chantier (Barrières, échafaudage, passerelles, gardes corps, signalisation de jour et de nuit, extracteurs ...)
- Fourniture & mise en place des installations du chantier
- Démolition et évacuation de petits ouvrages en béton armé
- Sciage, démolition et évacuation de cloisons (cloisons sèches, briques, parpaing, etc...) ou maçonneries en béton armé
- Démolition et évacuation de paillasse
- Dépose et évacuation des châssis existants
- Dépose et évacuation de plafonds suspendus
- Réalisation de raccords d'enduit ciment et travaux de finition après démolition
- Réalisation de raccords d'enduit plâtre et travaux de finition après démolition
- Réalisation de fondations en béton armé
- Réalisation de dalles en béton armé
- Réalisation de chape
- Élévation de cloisons ou murs en parpaings
- Élévation de cloisons ou murs en briques
- Enlèvement des gravois & nettoyage à l'issue des travaux
- Exécution de prestations diverses
- Etudes d'exécution et D.O.E.

***Nota :** Cette liste n'est pas exhaustive.*

L'entreprise devra également prévoir tous les travaux d'entretien intérieur nécessaire à la remise en état des locaux dans lesquels ils leur ont été mis à disposition

Dans tous les cas, les ouvrages seront réalisés en conformité avec les Normes, Décrets et Règlements en vigueur au moment de l'exécution, notamment ceux cités à l'article I-3 du CCTP

I-3 - Documents généraux de référence

L'ensemble des prestations de travaux doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisation et à celles de tous les textes subséquents en vigueur à la date de l'offre notamment :

- DTU 13 Fondations
- DTU 20 Maçonnerie
- DTU 21 Béton armé
- DTU 23 Béton divers
- DTU 25 Plâtrerie
- DTU 26 Enduits, liants hydrauliques
- DTU 27 Enduits projetés
- Fascicule 3 Fourniture de liants hydrauliques
- Fascicule 4 Titre I – armatures pour bétons armés
- Fascicule 26 Exécution des enduits superficiels
- Fascicule 63 Exécution et mise en œuvre des bétons non armés – confection des mortiers
- Fascicule 64 Travaux de maçonnerie d'ouvrage de génie civil

Et les normes et règles de calcul, y afférents, notamment :

- Normes NF P11-711 : règles pour le calcul des fondations superficielles
- Normes NF EN 771-1 à 6 : Spécifications pour éléments de maçonnerie
- Normes NF EN 845-1 : Spécifications pour composants accessoires de maçonnerie
- Normes NF EN 998-1 et 2 : Définitions et spécifications des mortiers pour maçonnerie
- Règles BAEL : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites
- Règles FB : méthode prévisions par le calcul du comportement au feu des structures en béton
- FPM 88 : Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des poteaux en acier et béton
- CPT planchers : Cahier de Prescriptions Techniques Communes aux procédés de planchers
- Règle PS MI 89, révisées 92 : Règles de construction parasismique
- Règles EN 1998-1, 1998-3, 1998-5 de septembre 2005 : calcul des structures pour leur résistance aux séismes

I.4 - Qualifications Professionnelles requises

L'entreprise devra compléter l'annexe qualifications du CCTP, justifiant de ses qualifications professionnelles

Le candidat devra transmettre dans son offre les photocopies de sa carte de qualifications professionnelles.

I.5 - Délais d'Exécution sur le site

Le délai d'exécution du titulaire s'insère dans le délai d'ensemble des entreprises présentes sur le chantier, conformément au planning prévisionnel d'exécution des travaux établi par l'Université, en concertation avec l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le « jour J0 » de commencement du calendrier des travaux dépendra de la date de mise à disposition des locaux par l'université, aux entreprises.

Le « jour J0 » sera signalé au titulaire par l'envoi d'un mail avec accusé de réception par l'Université, indiquant la date de commencement du planning prévisionnel.

Le planning prévisionnel d'exécution et la date de commencement de chantier seront validés par le titulaire, pour chaque chantier, par retour de mail dans un délai maximal de 7 jours à réception du mail. L'absence de retour dans le délai requis vaudra par défaut acceptation sans réserve

Le titulaire devra signaler au Maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, les problèmes susceptibles de se poser avant de commencer ses travaux. Il doit s'assurer de disposer en temps utile des matériels nécessaires à l'exécution du contrat. Aucun retard de livraison ne pourra être invoqué par la suite, pour justifier de retard à l'avancement du chantier.

Passé le délai de concertation sur la base du planning prévisionnel celui deviendra le planning contractuel pour la réalisation de l'opération.

Le titulaire devra être représenté à tous les rendez-vous de chantier après convocation sur compte-rendu, sous peine d'application des pénalités définies au CCAP.

Les décisions prises en réunion de chantier seront à respecter impérativement, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération

I.6 - Travaux sous traités

Dans le cas où il est prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités à une entreprise possédant cette qualification.

Le choix du sous-traitant devra être soumis au maître d'ouvrage pour acceptation.

Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet.

Le sous-traitant devra se conformer à l'ensemble des prescriptions décrites dans le présent marché

Le candidat devra indiquer dans son offre si la totalité des prestations demandées seront réalisées par l'entreprise ou alors il sera fait appel à de la sous-traitance

I.7 - Hygiène et Sécurité

En matière d'Hygiène et Sécurité, le titulaire devra respecter toutes les prescriptions légales en vigueur, en particulier :

- l'application du décret n°92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- l'application du Décret N° 2004-924 du 01 Septembre 2004 et NF EN 1298 (NF P 93-511) concernant l'installation des échafaudages, la mise en place des garde-corps, Etc. ...

Le titulaire s'engage à respecter la législation en vigueur pour assurer la sécurité des biens et des personnes au cours de l'exécution de ses prestations.

Lors de la notification du marché, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et la Direction Patrimoine de l'Université.

Ce plan de prévention sera renouvelé tous les ans, pendant toute la durée du marché.

Des plans de prévention particuliers pourront être réalisés selon la spécificité de certains chantiers entre le titulaire et le service demandeur de l'Université (Direction patrimoine de l'Université, le service technique de l'IUT de BREST, le service technique de l'IUT de QUIMPER, les INSPE de BRETAGNE).

Cependant, suivant l'importance des chantiers et la présence d'autres corps d'état, un coordonnateur SPS pourra être désigné, conformément aux articles R-4532 du code du travail.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants devront respecter l'ensemble de ses prescriptions :

Il devra, notamment, transmettre son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S.) et réaliser une inspection commune avec le coordinateur SPS, avant toute intervention (dito pour les entreprises sous-traitantes)

De plus, avant toute intervention pour travaux par points chauds (soudage, meulage, etc...), un permis feu devra être établi entre le titulaire et la Direction Patrimoine de l'Université.

I.8 – Identification des salariés

L'entreprise devra mettre à disposition de ses salariés (titulaire, intérimaires, etc...) un moyen d'identification rapide et visuel de l'entreprise - Celui-ci devra comporter à minima la raison sociale de l'entreprise.

Conformément aux articles R8294 – 5 à 7 du code du travail et du décret n° 2016-175 du 22 février 2016, les salariés de l'entreprise et de ses sous-traitants devront être en capacité de présenter leur « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics », au maître d'ouvrage, aux organismes de contrôle ou à l'inspection du travail, lors de leurs interventions au sein de l'Université.

I.9 - Accès aux locaux

Les clés permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations seront remises au titulaire qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission, à ne pas les reproduire, et à les restituer à la fin du chantier.

En cas de perte ou de vol, le titulaire pourvoira au remplacement de l'ensemble des serrures gérées par la clé perdue, selon l'organigramme fourni par l'Université

Des badges d'accès aux parkings de l'Université seront mis à disposition du titulaire, qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission et à les restituer à la fin du chantier.

II – Exécution des travaux

II.1 - Prescriptions générales

Avant de procéder à l'étude de son projet, l'entrepreneur devra examiner soigneusement les plans et s'informer des dispositions générales d'aménagement.

Il lui appartient de signaler en temps utile au maître d'ouvrage les dispositions ou aménagements susceptibles à son avis de créer une gêne tant dans l'installation que dans l'exploitation de l'installation.

Les entrepreneurs sont tenus à se rendre compte sur place de l'importance des travaux à réaliser, de leur complexité éventuelle.

Tous les ouvrages devront être réalisés avec toutes les précautions requises dans les conditions telles qu'ils présentent toutes les qualités de solidité et de durée.

Il est expressément spécifié que le titulaire devra l'exécution complète et parfaite de tous les ouvrages et fournitures nécessaires pour obtenir un résultat conforme aux souhaits du maître d'ouvrage.

Malgré l'approbation par le maître d'œuvre des détails d'exécution, le titulaire restera toujours seul responsable de ses travaux, de ses dimensionnements d'ouvrage, de leurs implantations, ainsi que de la qualité des éléments et des matériaux

Suivant le chantier, un bureau de contrôle pourra être désigné par le maître d'œuvre, pour suivre les travaux.

II.2 - Reconnaissance des existants

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son devis, procédé sur le site à la reconnaissance des travaux à réaliser.

Cette visite sur site sera réalisée pour permettre au titulaire, de prendre connaissance des informations suivantes :

- Lieu des travaux
- Evaluation des travaux à réaliser
- Difficultés éventuelles de manutention, d'évacuation des gravats, d'amenée des matériels et de l'outillage nécessaire, d'isolement de la zone en travaux, de stockage de certains matériels et matériaux, etc...
- Accès au chantier, les itinéraires imposés dans l'enceinte de l'UBO et autres impératifs de circulation sur les voies publiques et privées.
- Possibilités de stationnement et de giration des camions et engins,
- Nuisance vis-à-vis des tiers, des ouvrages voisins, etc...
- Passages de réseaux, notamment, ceux à déposer et de ceux à conserver.
- Contraintes d'alimentation des installations de chantier

Cette liste n'est pas limitative.

L'entreprise pourra effectuer à ses frais, munie de l'autorisation du Maître d'Ouvrage, toutes reconnaissances et sondages des ouvrages existants lui permettant de parfaire sa connaissance de la nature et de la composition des éléments de structure ou de remplissage qui sont voués à la démolition ainsi que ceux qui sont conservés.

Avant toute intervention, la Direction Patrimoine de l'Université remettra au titulaire le rapport de repérage d'amiante avant travaux réalisé par un organisme agréé, certifiant l'absence d'amiante.

II.3 - Études

Le titulaire devra exécuter toutes les études nécessaires à la réalisation des ouvrages.

La réalisation et mise à disposition de ces études est incluse dans le prix des fournitures du bordereau des prix.

Les études comporteront en particulier :

II.3-1 - Dossier d'exécution

Les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge du titulaire :

- Etablissement des plans avec les positions et dimensions des équipements installés, dans tous les locaux.
- Etablissement de toutes les études et notes de calcul sur la base de la réglementation, des D.T.U et des normes applicables.
- Etablissement de tous les plans d'exécution nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages, les relevés seront réalisés à partir de l'existant, après une visite sur site.
- Etablissement de tous les plans de réservation pour les autres corps d'état : Électricité, Plomberie, Ventilation ,

Le titulaire aura toujours à sa charge l'établissement des plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier, ainsi que les plans de réservation, le cas échéant.

Ils devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utiles à la bonne réalisation du chantier.

Avant le démarrage des travaux, l'ensemble de ces informations devront être transmises impérativement pour contrôle et validation à la Direction Patrimoine de l'U.B.O., ainsi que le cas échéant, au bureau de contrôle désigné pour suivre l'opération.

Les études et plans seront rectifiés par l'entreprise selon les remarques éventuelles de la Direction Patrimoine de l'U.B.O. et/ou du bureau de contrôle, avant le démarrage des travaux, sans qu'aucune plus-value financière ne puisse être exigée

II.3-2 - Présentation des documents et échantillons, approbation

Le titulaire soumettra impérativement à l'approbation de la Direction du Patrimoine - UBO et du Bureau de contrôle, les documents d'études qu'il aura établis ainsi que la sélection de matériaux et matériels qu'il propose d'installer.

Il soumettra :

- Les échantillons de tous les appareils et petits appareillages.
- Les notices détaillées des fournisseurs pour ses équipements
- Les spécifications techniques complètes des constructeurs, les certificats, les essais de laboratoires qui devront être fournis pour tous les équipements proposés.

La Direction du Patrimoine - UBO & le Bureau de Contrôle pourront lui demander toutes les justifications, documentations, échantillons, procès-verbaux d'essais qu'ils jugeront nécessaires.

II.3-3 - Documents conformes à l'exécution

Avant réception des ouvrages, le titulaire établira un dossier des ouvrages exécutés (DOE) conforme à l'exécution de tous les travaux qu'il aura réalisés, comprenant en particulier :

- Tous les documents d'exécution remis à jour
- Les notices détaillées de tous les équipements, accessoires et appareillages
- Les notices d'exploitation et d'entretien des équipements.

Ce DOE sera à transmis en **1 exemplaire papier couplé à une version numérique**.

Pour chaque chantier, l'Université pourra demander au titulaire de fournir la maquette numérique au format REVIT des travaux réalisés par l'entreprise.

II.4 – Installation de chantier.

Le titulaire aura à sa charge, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements d'installation de chantier et de sécurité, entre autres :

- toutes les barrières, échafaudage, garde-corps et autres protections nécessaires.
- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas.
- la signalisation de jour et de nuit.
- tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur (code du travail, ...), concernant la protection contre les chutes du personnel amené à travailler et à circuler sur le chantier.

Avant toute intervention, le titulaire devra définir le type de sécurité qu'il se propose de mettre en œuvre et le soumettre pour avis au maître d'œuvre ainsi qu'au service prévention de l'Université ou au coordinateur SPS désigné par l'Université.

Ces dispositions feront l'objet d'une proposition écrite au maître d'œuvre et/ou à la Direction Patrimoine de l'Université ou au coordinateur SPS.

Les prix du marché comprendront implicitement la mise à disposition d'un échafaudage pour toutes interventions en dessous de 3, 5 ml.

II.5 - Conditions de livraison et stockage

Lors de ces chantiers, le titulaire devra assurer le stockage de ces produits et matériels dans le respect de la réglementation en vigueur. Leur quantité sera limitée aux quantités requises pour réaliser le chantier.

Suivant les possibilités sur le chantier, l'Université pourra mettre à disposition du titulaire des locaux de stockage

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par l'Université et aux frais du titulaire.

L'ensemble des moyens de manutention pour la livraison des équipements et fournitures, étant inclus de manière forfaitaire dans le montant de l'offre remis par le candidat, le titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas faire valoir des frais complémentaires.

II.6 - Protection des ouvrages, travaux divers à la charge du titulaire

Les travaux seront à réaliser le plus souvent sur des bâtiments occupés, toutes dispositions devront être prises pour garantir la sécurité des occupants et pour protéger les existants.

Lors de ces interventions (démolition existant, livraison, mise en œuvre, etc...) sur le site, le titulaire devra la protection de l'ensemble des ouvrages du site (sols, murs, cloisons, portes, etc...) où il circule et intervient, par tout moyen de protection approprié, notamment par la mise en place des sas et d'extracteurs de poussières

De plus, l'entrepreneur devra prendre toutes ces dispositions pour protéger le matériel informatique, scientifique et tous matériels sensibles susceptibles d'être présent dans les locaux.

Si le titulaire estime qu'il y a un risque pour du matériel sensible présent dans sa zone d'intervention, il devra alerter par écrit le maître d'ouvrage.

La Direction Patrimoine -UBO se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire de prendre des mesures de protection complémentaires.

Le titulaire sera tenu de réparer à ses seuls frais toutes dégradations de son fait causées aux ouvrages existants.

Préalablement à l'intervention du titulaire pour réaliser sa prestation, un état des lieux contradictoire pourra être réalisé en présence du Maître d'Ouvrage.

Protection des ouvrages finis :

Tous les ouvrages du titulaire qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le titulaire, à ses frais.

II.7 - Bruits de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur

Suivant la localisation du chantier et les activités universitaires à proximité, les travaux engendrant des nuisances sonores pourront être stoppés par l'Université et être reprogrammés ultérieurement, sans que ces modifications d'interventions puissent donner lieu à un supplément de prix

II.8 - Démarches et autorisations.

Il appartiendra au titulaire d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc..., nécessaire à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

II.9 - Canalisations et câbles éventuellement rencontrés.

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements, toutes les dispositions seront prises par le titulaire pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés et il devra prévenir l'université afin de vérifier que ces réseaux sont inertes et/ou consignés.

Le titulaire devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec la Direction Patrimoine de l'Université, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

II.10 - Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement l'enlèvement des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que leur évacuation vers une décharge agréée.

Il devra assurer une traçabilité de toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets.

Sur demande de l'Université, le titulaire devra fournir les bordereaux de traitement des déchets, après leur mise en décharge agréée.

II.11 - Nettoyage et Remise en état des lieux

Nettoyage en cours de chantier

Le titulaire devra maintenir quotidiennement pendant la durée de ces travaux, l'ordre du chantier et de ses abords par le rangement de son matériel, l'enlèvement des gravats, déchets et emballages vides, matériels déposés non récupérés, etc...

La poussière devra être aspirée et non balayée.

Le titulaire assurera lui-même l'enlèvement le transport et le tri des déchets, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Les frais de protection et de nettoyage des locaux, seront compris dans l'offre globale de prix.

Dans le cas où le titulaire tenterait de se soustraire à cette obligation, soit en dissimulant ses résidus, soit en ne se conformant pas strictement aux ordres du maître d'œuvre, celui-ci se réservera le droit de faire procéder, par tous les moyens à sa convenance, au nettoyage des lieux aux frais du titulaire.

Nettoyage en vue de la réception

Le titulaire devra réaliser le nettoyage complet des locaux concernés par le chantier avant réception des travaux :

- Nettoyage des salissures qui seront apparues à cause du chantier,
- Nettoyage des salissures ou poussières apparues sur les mobiliers, dues au chantier
- Nettoyage à l'aspirateur des revêtements de sol, des caniveaux techniques, des fonds d'armoires ou de tableaux des locaux, etc...où l'entreprise a travaillé,
- Nettoyage humide (serpillière, etc...) des revêtements de sols
- Etc.

Les prix du marché comprendront implicitement l'évacuation des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance du chantier, ainsi que l'enlèvement, le transport et la mise en décharge de l'ensemble de ces déchets.

Les déchets devront obligatoirement être mis en décharge agréée suivant la nature du déchet considéré.

Les bordereaux de mise en décharge et/ou BSDI pourront être réclamés par la Direction Patrimoine

Rappel :

La loi n° 92-646 du 1er juillet 1992 relative à l'élimination des déchets. Cette loi préconise de réduire la production et la nocivité des déchets.

Brûlage des déchets : Conformément aux textes en vigueur (circulaire du 09 Août 1978, modifié) le brûlage à l'air libre des déchets de toute nature est interdit.

Si au cours du chantier, la Direction Patrimoine de l'Université constate que le nettoyage du chantier n'est pas réalisé correctement et après signalement par mail à l'entreprise, l'Université pourra appliquer les pénalités définies dans le CCAP

II.12 - Essais & Formation du personnel

Après achèvement complet des travaux, il sera procédé aux vérifications et essais en présence du Bureau de Contrôle et de la Direction du Patrimoine - UBO.

Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du titulaire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires (*le matériel d'essai restant sa propriété*).

La réception ne pourra être prononcée que si les essais et vérifications ont été concluants et l'obtention du certificat de conformité.

Avant la mise à disposition des équipements, le titulaire déléguera un représentant qualifié capable de mettre au courant de toute l'installation en ce qui concerne la constitution de tous les appareils, les organes de commande, de sécurité et de contrôle, l'explication de façon détaillée du fonctionnement et des opérations d'entretien courant, le personnel désigné par la Direction du Patrimoine – UBO.

Cette formation sera effectuée à une date fixée en accord avec la Direction Patrimoine-UBO.

Dans le cadre de son marché, le titulaire sera soumis à une obligation de résultat.

En cas de défaut constaté, le titulaire devra réaliser les travaux complémentaires nécessaires - les frais de ces travaux seront entièrement à sa charge

II.13 - Réception des travaux

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception de la prestation par le Maître d'Ouvrage, qu'il s'agisse de vols, de dégradations ou de détériorations.

Il devra donc assurer leur protection jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter à la réception et de fournir les appareils nécessaires aux essais.

La réception comporte essentiellement :

- 1 - Le contrôle général de l'exécution et du fonctionnement de l'installation.
- 2 - Le contrôle article par article de la qualité et de la quantité du matériel installé, qui devront être au moins celles prévues au projet, et, le cas échéant, aux devis supplémentaires approuvés et ne pourront être en aucun cas inférieures quand bien même le titulaire prétendrait obtenir les conditions de confort.
- 3 - Le contrôle de la mise en conformité des anomalies signalées par le bureau de contrôle.
- 4 - La vérification des organes de sécurité et de commande.
- 5 - La mise au point des consignes de fonctionnement et d'entretien des divers appareils que le titulaire doit fournir et afficher, de façon claire et pratique à proximité du matériel, le cas échéant.
- 6 - Le contrôle de la mise en place de l'affichage réglementaire

La réception n'est prononcée qu'après remise par l'entreprise du dossier des ouvrages exécutés, des procès-verbaux d'essais sans observation rédhitoire, des notices d'exploitation et d'entretien des matériels installés et d'une attestation de conformité établie par le bureau de contrôle agréé.

D'une manière générale, les conditions de réception des installations ainsi que les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement des travaux, devront être conformes à la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Pendant toute cette période de garantie, le titulaire prendra à sa charge le remplacement ou la réparation des ouvrages défectueux, ainsi que l'indemnisation des dégâts occasionnés.

III – BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES - Cf document excel